

Eric Cheynis

## Trajectoires du Maroc à Porto Alegre. Conditions et logiques de la participation marocaine au Forum social mondial

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Eric Cheynis, « Trajectoires du Maroc à Porto Alegre. Conditions et logiques de la participation marocaine au Forum social mondial », *Cultures & Conflits* [En ligne], 70 | été 2008, mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/13193>

Éditeur : Centre d'études sur les conflits

<http://conflits.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://conflits.revues.org/13193>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Creative Commons License

# Trajectoires du Maroc à Porto Alegre. Conditions et logiques de la participation marocaine au Forum social mondial <sup>1</sup>

Eric CHEYNIS

*Eric Cheynis est doctorant à l'université Paris-1 et rattaché au laboratoire « Cultures et sociétés urbaines » UMR 7112 – université Paris-8. Ses travaux portent sur l'émergence du phénomène associatif aujourd'hui au Maroc comme espace de pratiques et de sens et sur la transformation des pratiques militantes. Il a également publié « L'altermondialisme au prisme marocain », Critique internationale, n°27, avril-juin 2005, pp. 177-191.*

L'approche sociologique de la participation au Forum social mondial implique de tenir compte de plusieurs aspects des conditions de cette pratique <sup>2</sup>. Il s'agit tout d'abord de la resituer dans un espace international de l'altermondialisme et de l'analyser comme imbriquée dans des rapports de forces entre pays. Les types de contraintes (politiques, économiques, linguistiques) qui pèsent sur elle, tout comme la pluralité des offres d'engagement et les multiples usages et appropriations que recouvre le terme « altermondialisme », doivent également être examinés. Par ailleurs, la diversité des modes d'investissement dans cet espace ne se comprend que rapportée aux processus d'accumulation différenciée de capital international <sup>3</sup> et aux rôles joués par les acteurs et institutions qui en sont les intermédiaires.

- 
1. Aux dix-sept militants (dont un membre d'ATTAC Maroc) condamnés, suite à la répression des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 2007, à des peines de prison ferme, maintenus en détention pour certains, bénéficiant d'une liberté provisoire pour d'autres... puis finalement graciés le 4 avril 2008, alors qu'ils étaient en attente d'une décision judiciaire.
  2. Les travaux sociologiques qui analysent les pratiques de traduction fournissent ici des pistes de réflexion pour appréhender la participation à Porto Alegre comme une pratique sociale. Voir Heilbron J., Sapiro G., « La traduction littéraire, un objet sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°144, septembre 2002, pp. 3-5, et dans le même numéro Casanova P., « Consécration et accumulation de capital littéraire. La traduction comme échange inégal », pp. 7-20 ; et plus largement, l'ensemble du dossier « Traduction, les échanges littéraires internationaux ».
  3. Sur la notion de capital international, voir les travaux de Yves Dezalay et notamment *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°151-152, mars 2004, dossier « Sociologie de la mondialisa-

Les multiples essaimage du Forum social mondial tout comme sa délocalisation à Mumbai en 2004, puis à Nairobi en 2007, attestent sans doute d'une volonté d'exportation et d'un processus d'internationalisation du militantisme altermondialiste. Mais que sait-on des mobilisations au nom de cette cause hors d'Europe et d'Amérique latine, des militants qui les portent, s'en revendiquent et, s'en appropriant les discours et les pratiques, contribuent également à les coproduire ?

A quelques rares exceptions <sup>4</sup>, le monde arabe a trop souvent été cantonné à des analyses en termes d'aire culturelle. Il est alors demeuré en marge d'une sociologie des mouvements sociaux transnationaux et des travaux sur l'altermondialisme comme si, face aux dizaines de milliers de participants des Forums sociaux, les quelques dizaines de militants en provenance de cette région comptaient pour rien. A travers l'altermondialisme, nous souhaitons aborder ici des processus d'internationalisation à partir d'une zone réputée à leurs « marges ». Mais, au lieu de réfléchir sur une « absence » et d'essayer de comprendre pourquoi les militants du monde arabe sont peu nombreux, la perspective est ici inversée : nous partons de ceux qui sont présents.

Cet article prend pour objet d'étude les participants marocains au Forum social mondial. Leur faible nombre souligne la position très périphérique occupée par ce pays dans les rapports de force qui régissent les relations entre champs nationaux. Ils sont néanmoins les plus nombreux parmi l'ensemble des militants du monde arabe et surtout, par trois fois, un forum social a été organisé au Maroc, en décembre 2002, juillet 2004 et janvier 2008, faisant du pays une exception dans la région. La participation au Forum social mondial est ici abordée en tant qu'action collective transnationale entendue comme « *la défense de causes par des acteurs dépassant les frontières ou revendiquant une action qui les dépasse* <sup>5</sup> ». L'objectif est de dresser le portrait de ces Marocains qui se projettent, physiquement et symboliquement, hors de leur pays.

Au sein de l'espace marocain de l'altermondialisme, tout comme à l'intérieur de leurs organisations respectives, ces agents défendent la nécessité d'une présence marocaine dans des actions collectives transnationales. En reliant les mobilisations et causes nationales à des enjeux qui dépassent le Maroc et en revendiquant explicitement ces prises de position que l'on pourrait qualifier d'« internationalistes », ces acteurs en font un signe distinctif dans la concurrence qui se joue au niveau national. C'est précisément ce rapport particulier à l'extraversion que nous souhaiterions interroger. Il s'agit donc d'analyser les

---

tion. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel ».

4. Bennani-Chraïbi M., Fillieule O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

5. Siméant J., « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », Communication au 8<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de science politique, Lyon, 14-16 septembre 2005, p. 17.

conditions de leur participation au Forum social mondial et de comprendre, en particulier, ce qui fonde leur appétence pour l'international. A travers la reconstitution de leurs trajectoires <sup>6</sup>, on tentera de resituer leur présence à Porto Alegre dans un ensemble d'espaces et de pratiques sociales : carrières professionnelles, luttes politiques, actions associatives. Parce que ces Marocains présents à Porto Alegre ont en commun une socialisation internationale <sup>7</sup>, il s'agit de mettre au jour des processus diversifiés d'acquisition de ressources internationales, tout en étant attentif à la sélectivité de ces dernières.

Cet article se propose par ailleurs d'interroger l'étiquette « transnational ». Il tente de montrer que la projection hors des frontières de l'Etat-nation ne signifie pas pour autant la disparition des attaches nationales ou le flottement dans une « situation d'errance ». Nous nous proposons enfin de revenir sur les logiques et processus de reconversions militantes <sup>8</sup> qui ont permis et entraîné l'investissement de ces Marocains dans des espaces d'action internationaux. Apparaît alors la nécessité de réinscrire ces trajectoires individuelles dans le contexte politique marocain et l'évolution du champ des possibles militants. L'investissement dans l'altermondialisme renvoie plus largement aux transformations d'un rapport au politique qui dépasse et contourne les canaux de la politique instituée, comme l'analyse Frédéric Vairel dans son travail sur l'émergence d'un espace protestataire <sup>9</sup>.

Nous évaluons le nombre de Marocains ayant participé au Forum social mondial de Porto Alegre en 2002 et 2003 à environ une trentaine. Sans doute est-il difficile de prétendre à leur recensement exhaustif et, compte tenu des moyens d'investigation d'un tel objet pour un enquêteur seul, il n'est pas certain qu'une

- 
6. Les données utilisées dans cet article ont été recueillies dans le cadre d'une thèse en cours, plus spécifiquement consacrée aux transformations des pratiques associatives au Maroc. L'observation du premier Forum social marocain qui s'est déroulé en décembre 2002, ainsi que de plusieurs réunions internes des organisations évoquées, a été complétée par des entretiens semi-directifs. Ces derniers, d'une durée comprise entre 30 minutes et 1 h 30, ont été réalisés au Maroc – essentiellement à Rabat et Casablanca – en 2002 et 2003, avec des Marocains ayant assisté au Forum social mondial de Porto Alegre. Au total, une douzaine de personnes a été interrogée, dans certains cas à plusieurs reprises, afin de reconstituer leurs trajectoires et, dans une démarche compréhensive, d'éclairer leurs investissements dans l'altermondialisme. D'autres participants au premier Forum social marocain, mais n'ayant pas fait le voyage à Porto Alegre, ont également été interrogés. Les individus finalement mis en avant dans cet article ont été choisis pour le caractère illustratif de leurs trajectoires. Les prénoms et les noms de lieux ont été modifiés afin de préserver autant que possible leur anonymat.
  7. Sur la question de la socialisation internationale, voir les travaux d'Anne-Catherine Wagner : Wagner A.-C., *Vers une Europe syndicale. Une enquête sur la confédération européenne des syndicats*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2005 et *ibid.*, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2007.
  8. Gaubert C., Lechien M.-H., Tissot S. (dirs.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005 ; Fillicule O. (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, coll. « Sociologiquement », 2005.
  9. Vairel F., *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique : l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*, thèse de science politique, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 2005.

observation participante au Brésil aurait permis de résoudre ce problème. C'est donc essentiellement à partir de l'observation de la première édition du Forum social Maroc tenue en décembre 2002 qu'a été construite la population ici étudiée. Les principaux organisateurs de cet événement étaient présents à Porto Alegre en janvier de la même année et nous ont permis d'identifier les acteurs de cette étude. Des cas de participation « individuelle » et « plus isolée » peuvent échapper à une telle construction de l'objet. Assister au Forum social mondial ne constitue, par ailleurs, qu'une modalité parmi d'autres d'investissement dans l'altermondialisme et, par le coût que cela représente, ne concerne sans doute que les individus les plus engagés. Mais en identifiant des agents que l'on peut qualifier d'« importateurs » d'une cause, cette méthode permet toutefois d'esquisser une représentation de l'espace marocain de l'altermondialisme <sup>10</sup>.

Afin de montrer l'hétérogénéité des trajectoires analysées, nous présentons les acteurs en fonction de leur mode d'action et d'organisation <sup>11</sup>. Nous mettons ainsi, dans un premier temps, l'accent sur les membres de deux organisations qui nous semblent représenter les pôles opposés de cet espace. D'un côté, l'Association marocaine de solidarité et de développement (AMSED), une des plus importantes de son secteur, créée en 1993 en partie par d'anciens employés marocains du *Catholic Relief Services* (CRS). L'association fonctionne avec un budget de plusieurs millions de dirhams en provenance de divers organismes internationaux, tant publics que privés, et compte une vingtaine de salariés. A travers notamment des sessions de formation, elle apporte son soutien et contribue à structurer de plus petites organisations de développement agissant essentiellement en milieu rural. Elle a notamment été une des premières à pratiquer le microcrédit au Maroc. De l'autre, ATTAC Maroc, créée en 2000, a le plus grand mal à financer un local avec les seules cotisations de ses membres bénévoles. Ses actions consistent notamment à critiquer les accords de libre-échange et les politiques libérales et de privatisation conduites par le gouvernement marocain. Au-delà des membres de ces deux organisations, l'analyse d'autres trajectoires nous permettra de mettre en évidence des processus de reconversion dans l'associatif qui correspondent aussi à des stratégies d'internationalisation et qui nous semblent emblématiques de l'altermondialisme marocain. Simultanément à l'opposition – parfois très conflictuelle – entre organisations et à l'hétérogénéité des agents marocains qui se revendiquent de l'altermondialisme, nous voudrions également tenir compte de la diversité interne des groupes. S'il est possible de distinguer les participants marocains au Forum social mondial à partir de leurs socialisations internationales différenciées, on s'attachera à montrer en quoi ils se ressemblent, au vu de la position particulière que leur donne leur rapport à l'extraversion au sein de leurs organisations respectives.

10. Mayer N., Siméant J., « L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 3, juin 2004, pp. 373-378.

11. Tarrow S., « Transnational politics: contention and institutions in international politics », *Annual Review of Political Science*, n°4, 2001, pp. 1-20.

## ATTAC Maroc ou l'altermondialisme « mouvement social »

*Hind ou le militantisme à ATTAC comme mode de mise en cohérence d'une trajectoire*

Hind est née à Casablanca dans un milieu familial qui, selon elle, ne favorisait guère le militantisme. Dans un contexte de forte agitation politique au sein des lycées marocains, elle est scolarisée au lycée français Lyautey de Casablanca, relativement plus calme. En 1975, elle part à Paris afin de suivre des études d'architecture et se retrouve alors dans une ambiance où « 68 était encore dans l'air ». Alors qu'elle ne menait pas d'activité politique avant son départ en France – son père « très rigoureux, valorisait le travail, [...] et avait extrêmement peur qu'[elle] fasse de la politique » – elle prend contact avec l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) à Paris. Assez vite, elle trouve le syndicat « trop fermé, trop maroco-marocain ». Une pratique intensive du sport – elle a d'ailleurs un moment hésité entre celle-ci et la poursuite de ses études – lui fait côtoyer « des mondes très différents ». En mettant en avant sa rencontre avec des exilés, en particuliers latino-américains, et surtout son engagement auprès d'un groupe de femmes maghrébines en lien avec des féministes françaises au sein de la Maison des travailleurs immigrés à Paris, elle justifie son éloignement de l'UNEM auquel elle reproche une « fermeture totale sur la question féminine ». De retour au Maroc en 1981, elle cherche à donner un prolongement à ses activités militantes entamées en France, mais le contexte politique est fort différent. Critique envers les organisations partisans pour les mêmes raisons qui l'avaient fait s'éloigner de l'UNEM, elle finit par s'investir dans l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH). La majorité des membres fondateurs de cette organisation créée en 1979 appartiennent à l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Le fait qu'elle prenne en charge, pour la première fois au Maroc, la question des prisonniers politiques – y compris ceux issus des mouvements marxistes-léninistes – constitue, si ce n'est un rapprochement avec cette tendance, tout du moins un gage donné aux éléments les plus radicaux de l'USFP<sup>12</sup>. L'AMDH représente surtout à l'époque, compte tenu de l'étroitesse du champ des possibles, un des rares espaces d'engagement relativement indépendant du pouvoir.

« C'était clair que quand je suis rentrée, moi j'ai cherché à bouger, mais il n'y avait pas d'espace. J'étais pas dans un parti. J'étais pas dans un syndicat parce que j'étais dans l'administration. J'ai essayé de chercher. On se passait des livres et on a fini par se retrouver dans cette association-là. [...] Tous les gens se retrouvaient là, il y avait

---

12 . Concernant l'AMDH, voir les éléments sur l'histoire de cette organisation dans -Rollinde M., *Le Mouvement marocain des droits de l'Homme. Entre consensus national et engagement citoyen*, Paris, Karthala, Institut Maghreb-Europe, 2002.

les anciens détenus, les étudiants, les politiques, les femmes, les universitaires. C'était un foisonnement absolument incroyable dans un petit espace de liberté qui n'a pas duré longtemps. »

Sur le plan professionnel, elle obtient un poste dans un ministère, mais éprouve les plus grandes difficultés à s'ajuster à ce rôle d'architecte dans l'administration.

« C'était un choix d'être dans le public et pas dans le privé et d'être au service des citoyens. Y avait une envie très folle de travailler sur la question des bidonvilles, sur ci, sur ça. Mais bon, dans l'administration, je me suis rendu compte que c'est surtout pas ça qu'il fallait faire, qu'on ne voulait pas que tu fasses là-dessus. J'ai commencé à découvrir le monde de l'administration et de la corruption. Et là, j'ai complètement craqué. Pendant 4 ans, on m'a quasi pas laissé faire mon travail. Je venais le matin à 8 heures, je repartais à midi, je revenais à 14 heures jusqu'à 18 heures, sans rien avoir à faire. Quand tu as envie de participer, c'était une manière de te casser qui est effroyable. »

Après quatre années, elle finit par quitter son emploi. Parallèlement, elle a le sentiment, à partir de 1983-1984, que le champ des possibles se referme sur le plan militant. Les luttes internes à l'USFP s'intensifient et entraînent, en 1983, une rupture entre les deux tendances qui s'affrontaient alors. L'AMDH échappe peu à peu à la direction du parti au profit des plus radicaux. Cette situation conflictuelle, ajoutée aux entraves policières, met en sommeil l'association jusqu'à la fin des années 1980 et la création par l'USFP d'une nouvelle organisation de défense des droits de l'homme. Dans ce contexte, ayant quitté son travail et en manque d'espace politique où s'investir, Hind décide de repartir en France où elle reprend « *à fond la caisse la militance* ». Elle vit alors de petits boulots et finit par être permanente à la Maison des femmes, structure gérée par des associations féministes. Ce retour en France la confronte néanmoins à un certain décalage et elle dit alors ressentir une « *coupure avec les Marocains restés en France* ». Définitivement installés dans l'Hexagone, ces derniers militent avant tout dans ce pays alors que Hind continue à militer en direction du Maroc. Socialisée politiquement en France, elle ne parvient pas à trouver, au Maroc, les espaces où s'investir et actualiser son expérience militante. Si elle a fui sa vie à la fois professionnelle et militante au Maroc, la France ne lui offre pas pour autant un cadre satisfaisant. Comme elle le précise : « *Le "truc" était coupé, je sentais plus que la France était quelque chose qui m'alimentait politiquement, culturellement* ». Après deux ans, elle rentre à nouveau au Maroc en 1986 et y restera pendant une dizaine d'années, contrainte également par la mise en place d'une politique restrictive d'attribution des visas <sup>13</sup>. Elle ouvre

---

13 . C'est à l'automne 1986 que le gouvernement français – justifiant cette réforme par la vague d'attentats terroristes qui touche alors le pays – généralise les visas d'entrée par suspension des accords internationaux dispensant de visas.

alors son propre cabinet d'architecture et parvient à travailler pendant quelques années, avant de commencer « à avoir des problèmes avec l'administration ». Elle s'engage parallèlement dans quelques activités militantes, y compris, mais sans succès, dans l'Ordre des architectes. C'est à cette époque qu'elle commence à faire « de moins en moins d'architecture et de plus en plus de photographie ». Elle explique son investissement croissant dans cette activité artistique « parce qu'[elle] ne pouva[i]t pas construire », sous-entendu, dans d'autres sphères de vie. Au-delà de la photographie, elle pratique également la sculpture sur bois et réalise même quelques meubles qu'elle parvient à vendre. Enfants des rues de Casablanca, mobilisations des diplômés chômeurs, etc. : les sujets de ses premiers reportages photographiques ne doivent rien au hasard. Ces investissements artistiques – dont elle parvient de plus en plus à vivre, notamment en exposant à l'étranger – peuvent être analysés comme des processus de mise en cohérence de sa trajectoire tant professionnelle que militante. Déçue par l'exercice de son métier d'architecte et par les possibilités d'engagements militants au Maroc, la photographie lui permet en quelque sorte de réconcilier ces deux sphères. Sa difficulté à choisir entre une activité militante en France ou au Maroc ainsi que la tension identitaire<sup>14</sup> qui en résulte trouvent par ailleurs un début de résolution à travers son investissement dans ATTAC Maroc dès sa création. Sans doute convient-il aussi de souligner que les entretiens constituent des moments de production de récits rétrospectifs, en d'autres termes, un travail identitaire par lequel les personnes interviewées mettent en cohérence leur propre trajectoire et ajustent, par le discours, des dispositions passées à une situation présente.

« Et quand ATTAC a été créé, j'ai senti que c'est là que cela se passait. En tout cas pour moi. Parce que c'était une autre manière de bouger, de militer, de faire passer des idées. Qu'on n'était plus qu'au Maroc, mais à l'échelle du monde. [...] On a tout de suite suivi ça. Y'avait des copains qui étaient là. »

Pour Hind, l'engagement à ATTAC suppose nécessairement une projection hors du Maroc. Il peut être analysé, dans son cas, comme un moyen de mettre en cohérence ses différentes expériences à la fois française et marocaine. Après l'indétermination d'une série d'allers-retours, son militantisme – parce qu'il est consubstantiel d'une ouverture sur l'extérieur – lui permet de mieux accepter son installation, semble-t-il définitive, au Maroc.

Son action à ATTAC consiste notamment à photographier et à filmer les événements et mobilisations auxquels elle participe. Elle est présente à

14 . Sur la question du militantisme comme processus de mise en cohérence et d'atténuation des tensions identitaires, voir Broqua C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de sciences po, 2005. Et, plus largement, sur la question de l'identité, voir Pollak M., *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Editions Métailié, 2000.



Porto Alegre en 2002 et son travail photographique est un moyen de faire partager le forum social à ceux qui n'ont pu faire le voyage. Inversement, ces photographies témoignent aussi à l'étranger de l'action d'ATTAC Maroc et, au-delà, de la situation sociale dans ce pays <sup>15</sup>. Elle poursuit son engagement à ATTAC sur un mode assez singulier en reconvertissant ses compétences photographiques. Comme elle le souligne elle-même : « *Ma participation est particulière. Je peux apporter ce que je sais faire* ».

### *Hamid ou l'accumulation militante d'un capital international*

Né à la fin des années 1960, Hamid milite très tôt et activement dans diverses organisations partisans et syndicales de gauche : à l'Organisation de l'action démocratique et populaire (OADP), parti politique légalement constitué et héritier du mouvement clandestin d'extrême gauche *23 mars*, mais également à l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), ou encore à la Confédération démocratique du travail (CDT). Ces engagements lui valent un séjour en prison. Au moment de notre entretien, au printemps 2003, il est professeur de français dans le secondaire dans une ville de 160 000 habitants. C'est vers 1998, par l'intermédiaire d'un ami militant marocain, aujourd'hui enseignant-chercheur à Limoges après un doctorat soutenu en France, que Hamid découvre ATTAC France. Il se familiarise avec l'organisation et son discours essentiellement à travers la littérature publiée aux Editions de Minuit qui joue chez lui un rôle essentiel. En s'attardant sur les motifs de son engagement au sein d'ATTAC Maroc, il est possible de comprendre son rapport à l'extraversion et, au-delà, de mettre au jour les différentes positions qui se concurrencent au sein de l'organisation. Son adhésion aux discours portés par ATTAC constitue à ses yeux une réponse à ce qu'il considère comme la « crise » – tant idéologique qu'organisationnelle – de la gauche marocaine.

« [...] puis par la suite j'ai gagné Fès, c'est là où j'ai un petit peu pris contact avec la philosophie qui commençait à se créer, les questions qui commençait à se poser à l'époque, à tous les niveaux, sur l'origine de la faillite de l'URSS, la chute du Mur de Berlin. C'était une période difficile pour tout le monde, il y avait une remise en question de tout... Ce qui fait que personnellement, je commençais à me poser ce genre de questions. Qu'est-ce qu'il y a ? Est-ce que c'est la fin pour tout ? Ou est-ce un début pour autre chose ? Et quelle est cette autre chose ? On tâonnait. On savait pas. »

Si Hamid interprète la « crise » des organisations issues de l'extrême gauche

15. Lors de la tenue à Barcelone du 16 au 18 juin 2005 d'un Forum social méditerranéen, elle expose une quarantaine de photographies sous l'intitulé « Les mouvements sociaux de Porto Alegre au Maroc ».

marocaine en termes idéologiques renvoyant à des bouleversements qui dépassent largement le cadre national, il fait également porter le diagnostic sur des pratiques militantes qu'il juge dépassées. Il adhère à ATTAC alors qu'il est en rupture par rapport aux organisations traditionnelles de la gauche auxquelles il a appartenu. Se définissant lui-même comme « *une grande gueule* », il dit ne pas savoir se taire. Militant au sein de la CDT, on lui a retiré sa carte d'adhérent pendant deux ans, après qu'il a dénoncé les conditions des élections de 1997 pour le Congrès du syndicat. Il évoque par ailleurs trois motifs à sa démission de l'OADP la même année. Il avance tout d'abord des divergences de conception du militantisme, ne se satisfaisant pas de militer uniquement à l'occasion des élections et de devoir patienter à chaque fois cinq ans de plus. Il dit par ailleurs ne plus se reconnaître dans la plateforme du parti qu'il qualifie de « *très restreinte et très limitée* ». Il dénonce enfin un esprit de sectarisme auquel il n'adhère plus.

« Moi, j'analysais toujours le problème de façon globale, je disais que tant qu'il n'y a pas de plateforme qui pourrait envisager le local et le global, je ne pourrais jamais y adhérer. Pas seulement au niveau des slogans. Y a ça au niveau des slogans si tu prends les partis ou les syndicats mais concrètement, ça n'existe pas. [...] Mais par la suite, je ne partage plus la conception de la CDT. Ce qui fait que maintenant, on est certes une minorité, mais il y a ce qu'on appelle l'autre alternative syndicale. Et cette alternative, elle joue entre le local et le global, donc c'est une alternative qui maintenant est dans plusieurs endroits, Safi, Zagora, le Sud, le Nord. Maintenant, elle n'a pas encore pris une ampleur nationale mais ça commence, et maintenant je suis membre de ce mouvement. Je suis encore militant de la CDT mais ma préférence, c'est l'autre alternative. »

A ses yeux, la construction et la défense de causes propres au Maroc doivent être reliées à des enjeux et des mobilisations qui dépassent ce seul contexte national. Il justifie ainsi son choix de s'engager à ATTAC, qui incarne ce « *jeu entre le local ou le global* » ou, en d'autres termes, la nécessité de se projeter hors du Maroc. Dans la concurrence qui se joue au sein de l'espace marocain des mouvements sociaux<sup>16</sup>, cette prise de position prônant l'extraversion correspond à une stratégie d'internationalisation pour renouveler les pratiques militantes. Mais se projeter hors du Maroc est loin de signifier l'abandon d'une implantation politique locale. C'est en particulier la privatisation de la Régie de distribution de l'eau dans la région où il réside, tout comme celle d'une sucrerie – la betterave étant une activité locale importante –, qui fournissent à Hamid l'occasion de se mobiliser et de rendre visible l'action d'ATTAC<sup>17</sup>. Mais cette irruption d'une organisation nouvelle n'a pas

16 . Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 20, n°77, 2007, pp. 131-151.

17 . Si des actions militantes sont menées dès la mi-2002, officiellement, la section ATTAC de cette ville est créée en février 2003.

manqué de heurter les organisations de la gauche radicale anciennes et déjà présentes localement : le parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et *An-Nahj ad-Dîmûqrâtî* (La Voie démocratique). Hamid fait de cette concurrence le principal obstacle aux mobilisations.

« Mais ce qui a empêché l'évolution de la contestation, c'est un parti qui est dominant ici, c'est le PADS. Il considère que [la ville], c'est le PADS. Le représentant du PADS, parce qu'on travaille dans le même lycée, me disait : "Tu te crois qui, tu viens d'arriver toi, donc là, on est des militants, on a passé des années ici, on était en prison, toi tu n'étais même pas né." Ce qui fait que le PADS considère que c'est un coin propre à lui. [...] Y'a une coalition entre le PADS et *An-Nahj*. Donc le PADS a empêché que cette contestation aboutisse à un résultat. »

Si ces oppositions renvoient à une lutte des places et à l'arrivée de militants relativement plus jeunes, sans doute ne faut-il pas surestimer cette dimension générationnelle. Ce qui est en jeu, c'est aussi l'ancienneté dans la région, le fait d'appartenir à l'espace local. Hamid n'est pas originaire de la ville où il réside et ne possède pas ce que, pour rejoindre Jean-Noël Retière, il est possible d'appeler une « *ressource d'autochtonie* »<sup>18</sup>. Son engagement à ATTAC peut alors être analysé comme un moyen de contourner son manque d'enracinement et de ressources nécessaires pour participer à la vie politique marocaine au niveau local<sup>19</sup>. Il renvoie également à des ressources internationales qui le distinguent des autres militants.

Les multiples conflits entre groupes de militants au sein d'ATTAC se sont particulièrement cristallisés autour de l'opposition entre la section de Rabat et le Secrétariat national, sans totalement s'y résumer. Si ces luttes s'expriment en termes idéologiques voire générationnels, elles peuvent également s'analyser au regard des prises de positions différenciées en matière d'extraversion. Si, d'un côté, certains justifient une action politique essentiellement centrée sur le Maroc, d'autres, au contraire, soulignent la nécessité de nouer des liens à l'international et d'assister aux différents forums sociaux faisant de cette participation une des caractéristiques et raisons d'être d'ATTAC. Ces intérêts différents pour l'international sont à rapporter à des inégalités de ressources mais sont aussi indissociables des types de carrières militantes et des rapports à l'organisation.

18. Sur la notion de « capital d'autochtonie », voir Retière J.-N., « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol.16, n°63, 2003, pp. 121-143 et Wagner A.-C., *Les Classes sociales dans la mondialisation*, op. cit., p. 75.

19. Comme le souligne Alain Roussillon : « *Il ne s'agit pas de suggérer ici que ce sont, encore et toujours, la famille, la tribu ou la confrérie qui font la politique dans ce Maroc exotique mais, à l'inverse, d'interroger la façon dont ceux qui font de la politique ne se privent pas de les activer et de les réactiver sous le couvert, pourrait-on dire, des affiliations partisans* ». Voir : Roussillon A., Ferrié J.-N., « Réforme et politique au Maroc de l'alternance : apolitisation consensuelle du politique », in Ferrié J.-N., Santucci J.-C. (dirs.), *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, Paris, Editions du CNRS, 2006, p. 189.

Au sein d'ATTAC, Hamid, tout comme Hind, représente la ligne internationaliste. Hind, pourtant résidente à Casablanca, préfère militer avec la section de Rabat avec laquelle elle se sent, sur ce point, et au-delà des relations personnelles, beaucoup plus en affinité. Participer au Forum social mondial de Porto Alegre ne constitue pour eux qu'une modalité parmi d'autres d'investissement dans des espaces internationaux. Hind a également assisté au Forum social européen de Florence et Hamid a participé durant l'été 2002 à Limoges à une réunion « Méditerranée » des groupes ATTAC. S'ils partagent avec d'autres cet intérêt pour l'international et ce rapport particulier à l'extraversion, ils sont en revanche, au-delà des discours, les seuls à le traduire concrètement dans leurs pratiques militantes en participant au Forum social mondial. Sans doute faut-il ici souligner la sélectivité sociale des ressources nécessaires pour accéder à l'international. Par rapport à d'autres partageant les mêmes positions, Hamid et Hind ont non seulement déjà une expérience pratique de l'international, mais sont aussi dans une relative « stabilité » matérielle, sociale et professionnelle. Cette situation leur facilite les déplacements à l'étranger et, en particulier, l'obtention de visas. Si le problème ne se pose pas pour se rendre au Brésil, en revanche la question des visas est cruciale pour des Marocains désireux de participer à des événements se déroulant dans l'espace Schengen. En règle générale, compte tenu de leur stabilité professionnelle et de leur insertion dans des réseaux internationaux, les Marocains qui s'investissent dans l'altermondialisme (bénévoles ou salariés de l'Amsed et autres militants associatifs abordés ci-après) obtiennent sans trop de difficultés des visas pour l'Europe. Cette question est en revanche plus délicate pour les membres d'ATTAC Maroc dont un certain nombre sont dans une situation sociale plus « précaire ». Au regard des critères et de la catégorisation « informelle » introduite par le système de Schengen, il leur est plus difficile d'obtenir un visa.

Revenant sur ce qui l'oppose au Secrétariat national, Hamid évoque moins des conflits politiques qu'un intérêt différencié pour l'international.

« Pour le Secrétariat national, ce lien avec l'international, ils ne le perçoivent pas très bien. Tu sens que les gens ne sont pas encore convaincus de la philosophie véhiculée par ATTAC. Donc ils cherchent à faire un travail ici mais pas avec l'international, et là ça pose problème. [...] j'ai remarqué que les militants d'ATTAC ne sont pas tout à fait cultivés dans ce sens-là. [...] Donc le problème, c'est que le Secrétariat national ne fait rien à ce niveau-là, ils n'agissent pas. Les forums, en général, cela fait partie du travail d'ATTAC. Mais ils savent pas ça. Donc c'est le groupe de Rabat qui s'est chargé, et pour la deuxième fois d'ailleurs, de ce travail. »

Les prises de position « internationalistes » de Hamid au sein d'ATTAC sont à rapporter à son expérience pratique de l'étranger (notamment un séjour en France) et à sa socialisation professionnelle, amicale et linguistique à l'international, que ne partagent pas d'autres militants. Les compétences linguistiques

tiques jouent un rôle important dans le rapport à l'extraversion et permettent de comprendre, en partie, les rapports de force au sein de l'organisation comme ses difficultés à s'implanter. Une des premières actions du groupe ATTAC de la ville où réside Hamid a consisté à publier un journal. Parce qu'elle reposait essentiellement sur lui – qui se définit comme « *plutôt franco-phone qu'arabophone* » – et un de ses camarades également professeur de français, c'est dans cette langue qu'est parue cette publication. Avec le recul, Hamid considère que ce choix a été parfois « *mal perçu* » et qu'un journal en arabe aurait rencontré davantage de succès <sup>20</sup>.

« Et il y a un handicap vis-à-vis de la langue française, je sais pas si tu l'as remarqué durant ton séjour ici. Ce n'est plus les militants d'avant qui s'exprimaient en français sans problème. Moi, j'ai essayé à chaque fois ici de donner des livres, mais ils ne les lisaient pas. Donc il faut traduire si tu veux que les gens lisent. En arabe, c'est plus accessible, ils acceptent plus facilement. Ce qui est normal, très légitime, mais tu as besoin de militants qui font cette traduction, parce c'est pas facile ce travail-là. »

Au regard des compétences linguistiques des militants, la traduction en arabe de la littérature d'ATTAC semble bien une des conditions du succès de l'implantation de cette organisation au Maroc. Mais la traduction, en faisant circuler des textes sans leur contexte ne résout cependant pas tout <sup>21</sup>. Au-delà de ressources objectives qui conditionnent à n'en pas douter l'accès à l'international, sans doute convient-il de prendre en compte un rapport subjectif à l'extraversion. Aux yeux de certains, l'association ATTAC reste identifiée à son origine française, ce qui, au sein d'une gauche radicale marocaine fortement marquée par un discours anti-impérialiste, ne manque pas de paraître suspect. Pour Hamid, seules les relations personnelles de confiance peuvent permettre de dépasser les soupçons vis-à-vis d'un label étranger qui, sans s'exprimer ouvertement, sont bel et bien présents.

« Pour la majorité des citoyens, pour eux jusqu'à présent, ATTAC, c'est une association qui milite, même le label, ils ne se posent pas de questions, parce qu'on l'écrit en arabe, mais pour les "intellectuels", ils se demandent quand même. Ils essayent de comprendre ce que cela veut dire ATTAC, mais ils nous lient d'une manière ou d'une autre à la France, donc on est toujours lié à un organisme français, ce qui fait que... ils ne te le disent pas en face, mais en cachette, ils

20 . La question des compétences linguistiques est sans doute centrale pour comprendre les investissements internationaux des militants marocains, d'autant plus que, pour reprendre les travaux de Pascale Casanova sur « *la traduction comme échange inégal* », l'arabe occupe une position dominée dans la hiérarchie des langues. Voir Casanova P., *op. cit.*

21 . Bourdieu P., « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, 2002, p. 4.

voient que c'est du colonialisme qui entre par la fenêtre. [...] Les gens voient ce qu'on fait, mais ils sont méfiants, ce n'est pas encore bien perçu. Bon, ils nous font confiance, les gens font plus confiance à la personne, donc si elle a une crédibilité, ça passe. »

Hamid lui-même en adhérant à ATTAC n'est pas complètement à l'aise dans ses rapports à l'organisation française, sa participation à l'édition 2003 du Forum social mondial de Porto Alegre lui permet de dépasser ses réticences et raffermir son adhésion à ce qu'il appelle « *la philosophie d'ATTAC* ». A travers les expériences des militants d'ATTAC en Amérique latine, il découvre d'autres formes d'appropriation du label qui sont autant de « modèles » pour l'action, à ses yeux mieux adaptés à la situation marocaine que l'exemple de l'organisation française.

« [...] ce deuxième point négatif que j'ai découvert, surtout avec nos amis du Nord, c'est que même si on se partage le label d'ATTAC, le partenariat n'est pas bien défini avec les camarades du Nord. C'est-à-dire que, c'est ce que j'ai ressenti, il y a encore un certain paternalisme qui domine dans les relations entre les ATTAC. Y'a pas un partenariat solide basé sur les principes véhiculés par ATTAC en tant que philosophie. Bon, peut-être que je suis un peu idéaliste sur ce point, mais moi, je crois en ces principes, en ces valeurs, sinon, j'aurais pas adhéré à ATTAC. Donc ce qui fait que, pour moi maintenant, l'enjeu, c'est comment travailler avec l'autre, mais sur un partenariat solide. Ce qui fait que l'enjeu est de taille, mais c'est pour l'avenir. Mon deuxième contact avec le... c'était Porto Alegre qui m'a ouvert des perspectives formidables, surtout quand j'ai vu l'expérience d'ATTAC en Amérique latine. Donc là, j'ai vu autre chose. Ce que j'ai pu découvrir, c'est le travail formidable qui se fait en Amérique latine, loin de l'expérience française. Or, pour nous, entre guillemets l'exemple, c'est toujours la France. Mais là, j'ai découvert autre chose. La France, peut-être qu'il y a un lien qui nous unit, pas au niveau de la langue, mais au niveau de l'expérience, le tissu associatif qui s'est formé, associatif et politique, il est lié d'une manière ou d'une autre à la France. Moi, j'ai découvert une autre expérience. L'Amérique latine m'a montré que l'on peut partager avec la France les principes de bases qui sont la philosophie d'ATTAC mais qu'on peut militer ici suivant les priorités qu'on a. [...] Donc t'as un tas de problèmes qu'on vise mais qui ne sont pas ressentis de la même manière au Nord. »

Sa participation au Forum social mondial permet à Hamid d'élargir son expérience pratique de l'international, mais aussi de sortir d'un face-à-face jusque-là quasi exclusif avec la France et l'organisation ATTAC de ce pays. Les contacts qu'il noue alors avec des militants et leurs organisations à l'étranger, les connaissances qu'il accumule sur d'autres formes de mobilisations et de causes sont autant de ressources pour l'action au Maroc. Parce que, au sein

d'ATTAC, il défend la nécessité de se projeter hors du Maroc, il est souvent accusé de trop vouloir imiter la France et de contribuer à entretenir un rapport colonial. La connaissance de situations étrangères diverses – notamment latino-américaines – qu'il tire de son voyage à Porto Alegre, lui sert alors d'argument pour contrer ces critiques.

## Amsed ou l'altermondialisme version ONG de développement

### *Malika : une élite marocaine dans la solidarité internationale*

Malika est née dans les années 1950 à Casablanca dans une famille où, comme elle le dit elle-même, comme par euphémisme, « *on vit sans être dans le besoin* ». Si son père a été un militant du parti de l'*Istiqlal* au moment de l'Indépendance, cela ne s'est traduit que par une socialisation politique familiale assez distante vis-à-vis des organisations partisans. Après des études de droit, elle entame une carrière dans la fonction publique. Elle travaille dans un premier temps pour le service social d'une commune de Casablanca. Elle organise alors l'identification des besoins et la distribution de denrées alimentaires. Elle dit s'être initiée de cette façon à l'action sociale locale. Si elle rapporte son engagement bénévole au sein du Conseil d'administration de l'Amsed à un « *intérêt familial pour la solidarité* », elle évoque aussi « *un premier choc subi* » face aux difficultés de son travail dans une des communes économiquement et socialement les plus contrastées de Casablanca. Une des caractéristiques de cette sensibilité aux questions sociales tient au fait qu'elle se construit contre un engagement partisan. Son action associative renvoie à un rapport particulier au politique dans le contexte marocain. Analysant le champ politique de ce pays et son évolution, Alain Roussillon et Jean-Noël Ferrié parlent de « *dépolitisation, sinon des rapports de force politique, du moins des conditions de dévolution et d'exercice du pouvoir politique* », ou encore d'« *une apolitisation de la scène politique* »<sup>22</sup>. Dans ce contexte, l'émergence dans les années 1990 d'un phénomène associatif renvoie au développement d'un rapport particulier au politique qui s'oppose aux canaux institués de la participation. Evoquant son travail, c'est en effet sur un ton dénonciateur que Malika dit « *avoir pris conscience du marchandage électoral dont tout ça est l'objet* ». Ses activités professionnelles l'ont amenée à être en contact avec *Catholic Relief Services*, puis à faire partie d'un comité d'évaluation des projets soutenus par l'organisation américaine et enfin à s'engager à l'Amsed. Son action associative prend également sens par rapport à un rejet de toute adhésion partisane. Après avoir été employée dans une collectivité locale, Malika a travaillé comme chargée d'études dans différents cabinets ministériels (communication, fonction publique), puis à la Direction de la coordination des affaires économiques du ministère de l'Intérieur. Au moment de l'entretien, elle se définit elle-même en « *stand-by* » et a repris une formation dans

22 . Roussillon A., Ferrié J.-N., *op. cit.*, p. 161.

le cadre d'un Diplôme d'études supérieures en matière de gestion des politiques publiques. Elle exprime surtout son refus de s'affilier à un parti politique et son regret de ce qu'elle décrit comme une transformation des modes de recrutement et d'accès à la haute fonction publique, lorsqu'elle précise : « *Il faut que je me retire des cabinets car ils se politisent* ». Si, en l'absence de travaux et d'enquêtes, il semble difficile de mesurer ces évolutions, cette phrase n'en traduit pas moins une perception qui conditionne la gestion d'une carrière administrative. Dans ces conditions, son engagement associatif est perçu et justifié sur un mode apolitique et non partisan, à l'opposé des autres acteurs ici abordés. Comme elle le souligne : « *C'est grâce au CCFD que l'on s'est retrouvé dans la dynamique des Forums sociaux mondiaux* ». Ses investissements internationaux s'inscrivent plus dans la coopération au développement que dans des espaces plus politiques. A travers sa participation au Forum social mondial, elle entend avant tout mener une réflexion sur ses pratiques au sein de l'Amsed et ses relations avec les bureaucraties internationales du développement. Loin des thèmes de mobilisation portés par les membres d'ATTAC, Malika illustre son investissement dans la dynamique des forums sociaux par d'autres types de questionnement : « *Est-ce que l'on se fait imposer des problématiques par le PNUD ou pas ?* », car comme elle le souligne, « *[i]l est nécessaire d'avoir du recul par rapport à cela* » et « *de faire le lien entre les petites actions et les grands débats* ».

*Rachid : l'action associative internationale comme débouché professionnel*

Rachid est né dans une famille nettement plus modeste que celle de Malika, au début des années 1970, dans une région isolée du Maroc. Titulaire d'une licence <sup>23</sup> en génie biologique et médical obtenue à la faculté des sciences de Rabat, il s'oriente plutôt vers la médecine sportive sur les conseils d'un enseignant. Les possibilités de débouchés dans ce domaine sont cependant assez maigres au Maroc et il se retrouve à grossir les rangs des chômeurs. De retour dans son village, il commence à s'investir dans une petite association. Dans cette oasis pourtant isolée et essentiellement tournée vers l'agriculture, un tissu associatif relativement dense s'est développé à partir des années 1990 et œuvre en particulier en faveur du développement. Les liens entretenus par ailleurs avec une partie de la population émigrée en France alimentent un rapport à l'extraversion *a priori* paradoxal compte tenu de l'isolement géographique. Officiellement constituée en 1994, la petite association à laquelle appartient Rachid a une dimension essentiellement locale et villageoise. Elle n'en noue pas moins des relations avec des organisations plus importantes, non seulement d'envergure nationale mais également insérées dans des espaces internationaux. C'est dans ce cadre que Rachid rencontre pour la première fois l'Amsed. Dans un contexte où les bailleurs étrangers recherchent et suscitent des appuis locaux, il a la possibilité de s'initier au « *monde du développement* » et, par des contacts avec des

23 . NdR : La licence équivaut, au Maroc, à un niveau bac +4.



associations marocaines ou étrangères, se familiarise avec ce qu'il nomme « *une culture associative* ». Son investissement dans l'associatif lui permet de participer à des rencontres nationales et internationales, véritables moments de socialisation au cours desquels il découvre les débats en vigueur et acquiert une expérience pratique de l'international. L'évocation de ses souvenirs lui fait revivre sur un mode enchanté cette période de sa vie et notamment une rencontre internationale, d'une douzaine de jours, organisée en Tunisie en septembre 1994 à l'initiative de la Fédération des jeunes écologistes européens qui souhaitait créer un réseau avec les pays de la Méditerranée. Impressionné de participer à un tel événement, Rachid raconte être resté durant les premiers jours silencieux et observateur. En discutant avec d'autres participants plus habitués à ces rencontres, il commence néanmoins progressivement à en saisir les enjeux. Plus à l'aise au bout de quelque temps, il finit par se présenter et être élu dans le comité de coordination du réseau alors constitué.

« Donc de retour au Maroc... il faut dire qu'à cette époque, je me préparais pour un départ en France, pour continuer mes études. [...] Mais de retour de la Tunisie... et j'ai dit que ma carrière, mon avenir, ce serait dans le secteur associatif. C'était vraiment, comme on dit mathématiquement, le point d'inflexion. C'était vraiment un virage dans la vie, que de dire que ma carrière, ma vie, ce serait dans le secteur associatif. Et étant dans le Comité de coordination, cela m'a permis de rester sur l'actualité. Déjà, dans cette rencontre en Tunisie, on a discuté presque tous les thèmes. Alors moi, j'avais pas vraiment, j'avais jamais discuté ces thèmes, l'immigration, les droits de l'Homme, l'environnement, la femme, les enjeux géopolitiques, tout... tout vraiment, les grandes questions que j'avais jamais eu l'occasion, de discuter, de débattre comme ça. »

Il se définit alors comme un « *militant chômeur* » et s'investit d'autant plus dans l'associatif qu'il est professionnellement dans une situation précaire. Il vit cette période comme un apprentissage, un entre-deux fait de découvertes et de déplacements internationaux... et de découragements aussi. A travers sa trajectoire, peuvent s'analyser certaines des conditions sociales d'accès à l'international des « classes populaires ». Non originaire d'une famille des classes supérieures, si son acquisition de ressources internationales peut être corrélée à son diplôme de l'enseignement supérieur, elle est surtout liée à ses investissements associatifs. L'émigration et la présence de membres de sa famille à l'étranger, tout comme la capacité à obtenir des visas sont alors des éléments centraux dans la construction d'un rapport pratique à l'international qui, dans les premiers temps, est encore peu assuré. Aujourd'hui salarié de l'Amsed, Rachid n'a plus aucune difficulté à obtenir un visa pour l'espace Schengen. Il en était tout autrement à l'époque où il était encore jeune diplômé au chômage. Son engagement dans des actions collectives transnationales lui a sans doute facilité l'obtention de visas, et des soutiens familiaux en France lui ont permis de prolonger ses séjours au-delà des activités militantes.

« Comme j'avais beaucoup de voyages, tous les quatre mois on avait des réunions du Comité, donc j'étais soit à Marseille, soit à Barcelone, soit... alors j'avais une facilité du point de vue visa, alors ça, c'est entre parenthèses. Alors ça me permettait de rester à Paris avec les cousins, un mois, deux mois... de faire l'argent de poche, aller par ci par là. Donc, c'était pas vraiment un séjour voulu, donc, c'était juste entre une rencontre et une autre rencontre, j'essayais de travailler un petit peu pour que je gère la situation. [...] A l'époque, j'étais un peu fatigué, j'étais fatigué parce que je n'avais pas de travail, ma famille n'était pas contente. Et là, j'avais décidé de partir chercher quelque chose en France. Donc alors, j'ai dit aux responsables d'Amsed : "Écoutez-moi, je suis vraiment fatigué, alors je vais en France, si jamais il y a quelque chose tout de suite alors je suis intéressé, sinon je vais partir peut-être pour chercher à m'installer." Alors eux, ils avaient réglé le problème deux semaines après, ils m'ont contacté. J'ai pris l'avion tout de suite pour les entretiens. Alors c'est de là que ça a commencé avec Amsed en mai 1996. »

Recruté par l'Amsed comme salarié en 1996 à un poste d'assistant de projets, il gravit progressivement les échelons internes. Plusieurs travaux de sociologie évoquent la dévaluation des ressources locales caractéristiques des classes populaires, mais Rachid investit l'international à travers une forme d'usage et de valorisation de son autochtonie. Dans les espaces internationaux qu'il fréquente, son origine géographique et sa connaissance concrète des problèmes d'environnement et de développement d'une oasis constituent une ressource. En retour, ses expériences internationales servent ses stratégies nationales d'investissement dans l'associatif. A travers des ateliers et des formations dispensés par des grosses associations de développement nationales comme l'Amsed ou internationales comme Enda Maghreb <sup>24</sup>, il s'ajuste progressivement à un rôle d'intermédiaire et d'importateur de discours, de débats, de pratiques.

« [...] comme je disais je n'avais pas vraiment une culture associative et à l'époque à peine je connaissais Amsed aussi, 1994, je crois qu'ils ont visité notre ville fin 1994, donc j'ai commencé à connaître

24. Enda Maghreb a joué un rôle non négligeable dans l'importation au Maroc de représentations et de pratiques nouvelles de l'action associative. Elle a contribué à la formation de nombreux militants associatifs marocains et leur a permis d'acquérir une expérience pratique de l'international. Présente au Maroc depuis 1993, Enda Maghreb est la dénomination dans ce pays de l'antenne d'Enda tiers-monde (Environnement et développement du tiers-monde). Cette dernière se définit comme une ONG internationale basée à Dakar (Sénégal). Il s'agit initialement d'un programme créé conjointement en 1972 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et l'Organisation suédoise pour le développement international. Ce programme s'est autonomisé en 1978 en se constituant comme association. Par la suite, plusieurs antennes ont été ouvertes en Europe, en Afrique (Mali, Tunisie, Maroc), en Amérique latine (Bolivie, Brésil, etc.), en Asie, avec le statut d'association locale. Si Enda Maghreb est plus en retrait sur

Amsed et le secteur. Donc c'était vraiment là le point de départ. Après bien sûr, donc, je suis revenu, je commençais à voir ces deux dimensions : purement locale de mon *Ksar*, dans mon association, et pour les convaincre sur des choses, c'était vraiment difficile ; et une dimension mondiale à travers le réseau, donc j'avais l'opportunité de participer à des rencontres, en France, en Italie, en Espagne. Donc ça m'a permis d'être dans les grands débats internationaux avant de voir vraiment qu'est-ce qui se passe au niveau du Maroc. Je me rappelle des premières réactions après la Tunisie. Je me rappelle que l'on avait lancé une campagne de nettoyage, donc j'ai écrit à la radio, à la télé, pour qu'ils organisent quelque chose sur l'environnement, parce que je connaissais pas vraiment les circuits ici, et mon association n'adhérait pas vraiment à ça. »

Trajectoires professionnelle et associative sont, chez lui, intimement liées au point de se rejoindre. Mais cet engagement dans l'associatif n'en demeure pas moins le résultat d'un processus aléatoire de rencontre entre un individu, ses choix contraints et une institution. Sa participation en 2003 au Forum social mondial, avec le soutien du CCFD, un des principaux partenaires de l'Amsed, s'inscrit dans une trajectoire d'internationalisation dont elle ne constitue qu'un élément parmi d'autres.

## Renouveau de l'action associative et reconversions militantes

L'opposition polaire entre les membres de l'Amsed et ceux d'ATTAC permet de cartographier l'espace marocain de l'altermondialisme dont la définition oscille entre action associative et mouvement social. De par leurs caractéristiques, certains agents incarnent cette tension et se retrouvent ainsi mieux placés que d'autres pour imposer une représentation dominante de l'altermondialisme marocain et assurer la cohésion minimum du « groupe » particulièrement hétérogène des entrepreneurs de cette cause.

### *Saïd ou la reconversion d'un militant marxiste*

Né à Meknès en 1949, Saïd a été arrêté en 1972 en raison de son appartenance à un groupe d'extrême gauche. Libéré en 1977, à un moment les plus intenses de la répression, il éprouve de grandes difficultés à poursuivre son engagement. En raison des nombreuses arrestations, les réseaux potentiellement mobilisables sont en effet rares et les possibilités de reprendre une activité militante, réduites. Il ouvre alors, avec d'autres militants, une librairie « engagée » à Casablanca. Le récit qu'il

---

la question de l'altermondialisme, en revanche, Enda tiers-monde a été un des chefs d'orchestre du premier Forum social Afrique qui s'est déroulé à Bamako en janvier 2002. Sur ce point, consulter Sulmont R., *Forum social africain : émergence d'une mobilisation transnationale africaine*, mémoire de DEA, IEP de Paris, 2004.

livre de l'action culturelle et de l'animation des débats au sein de ce lieu est tout entier inscrit dans la fidélité à ses convictions de jeunesse et sa volonté de « *ne rien abandonner au niveau des valeurs* ». Son engagement en faveur des militants emprisonnés l'amène non seulement à se réappropriier les discours sur la défense des droits de l'Homme, mais également à mettre en place un centre de réinsertion économique pour anciens détenus. C'est dans ce contexte qu'il se confronte pour la première fois aux organisations internationales non gouvernementales, au monde des droits de l'Homme et du développement. Sa volonté d'agir en faveur des prisonniers politiques rencontre ainsi les projets d'institutions étrangères, au premier rang desquelles l'Église catholique. Cette dernière n'est guère soupçonnable de complicités politiques avec les militants marxistes et, dans le contexte répressif des années 1980, les organisations qui, à des degrés divers, lui sont attachées sont quasiment les seules à être tolérées par les autorités marocaines et à pouvoir apporter un soutien humanitaire aux détenus d'opinion. En dépit de fortes contraintes politiques et de projets inaboutis, le CCFD – tout comme des organisations internationales de défense des droits de l'Homme – a joué dans la trajectoire de Saïd un rôle important dans l'acquisition d'une connaissance du champ international des ONG et de la coopération au développement.

Son expérience pratique de l'international débute concrètement en 1995. C'est en effet à cette date qu'il peut pour la première fois se rendre à l'étranger afin d'assister, à Barcelone, au premier Forum civil euro-méditerranéen organisé dans le cadre du lancement du partenariat entre l'Union européenne et douze pays de la Méditerranée. Entravé jusque-là dans ses déplacements, comme bon nombre d'autres anciens prisonniers politiques, il n'obtient en effet son passeport qu'à cette occasion, sans doute sous la pression des ONG organisatrices de l'événement. A la même époque, il noue ou renoue des contacts avec des émigrés ou anciens exilés politiques en Europe ou au Canada autorisés à revenir au Maroc. Ces voyages et ces rencontres lui permettent de découvrir et de se familiariser avec d'autres pratiques militantes. Sa reconversion dans l'action associative est à rapporter à l'élargissement du champ des possibles militants consécutif aux transformations politiques que connaît le Maroc au cours de la décennie 1990<sup>25</sup>. Parallèlement, les discours relatifs à la démocratisation, au développement participatif et partenarial, les usages de la notion de société civile et l'affirmation de son nécessaire renforcement contribuent à faire des associations de nouveaux « opérateurs » de développement, voire des sous-traitants de politiques publiques<sup>26</sup>. Les bailleurs de fonds

25. On peut mentionner, sans prétention d'exhaustivité : 1991, fermeture de Tazmamart, prison secrète pour prisonniers politiques située dans l'Atlas au Sud-Est du Maroc ; 9 juillet 1994, discours royal annonçant une amnistie au profit des détenus politiques et des exilés ; 13 septembre 1996, une nouvelle Constitution est approuvée par référendum ; 14 mars 1998, Hassan II nommé au poste de Premier ministre Abderrahmane Youssoufi, Premier Secrétaire général de l'USFP, qui forme le premier gouvernement dit d'« alternance » ; 23 juillet 1999, mort de Hassan II, son fils Mohammed VI lui succède sur le trône.

26. Dauvin P., Siméant J., *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de sciences po, 2002, pp. 201-304.

étrangers et les pouvoirs publics marocains participent ainsi à l'objectivation et l'institutionnalisation d'une nouvelle offre d'engagement dans l'action associative. Dans un contexte de structuration d'un champ associatif national et de lutte pour l'imposition d'une pratique associative légitime, cette reconversion correspond, pour l'ancien militant issu de l'extrême gauche, à une stratégie d'internationalisation. Elle peut être analysée comme une forme paradoxale et critique de réappropriation des discours et des pratiques alors en vogue dans le champ international du développement. Au sein du monde associatif marocain issu de l'extrême gauche, Saïd est sans doute un des plus enclins à se projeter dans des espaces internationaux et à se réappropriier les discours et les pratiques qui y sont légitimes. Ce rapport particulier à l'extraversion peut être rapporté à sa trajectoire militante, aux liens tissés et aux solidarités internationales dont il a bénéficié en tant que prisonnier politique.

La déception qu'il exprime face à son premier espace international d'investissement, le Forum civil Euromed, jugé trop proche des institutions de l'Union, est pour lui un motif de redéploiement de son militantisme transnational et d'investissement dans l'altermondialisme. Les liens alors réactivés avec le CCFD, mais surtout avec d'anciens exilés politiques, constituent des ressources décisives à la fois dans la concurrence nationale et dans le fait d'investir l'international. Sa participation au Forum social mondial de Porto Alegre en 2002 bénéficie de liens privilégiés avec l'organisation canadienne *Alternatives*, membre délégué du Conseil international du Forum social mondial. Composée notamment, aux côtés d'autres exilés politiques, d'anciens militants marocains d'extrême gauche, *Alternatives* est une organisation active dans le domaine de la solidarité internationale, particulièrement implantée en Afrique du Sud et en Palestine.

#### *Atiqa : la thématique du genre, voie d'accès à l'international*

Selon des modalités différentes, l'analyse de la trajectoire d'Atiqa met en évidence un processus similaire de reconversion d'une militante issue de la gauche marxiste dans l'associatif. Née en 1960, Atiqa est enseignante dans le supérieur, après avoir suivi une partie de ses études en France. Membre du parti communiste marocain puis de son héritier, le parti du progrès et du socialisme (PPS), elle a été conseillère de la commune Agdal-Riyad (Rabat). En 1987, elle rejoint l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), deux ans après sa création par un groupe de militantes du même parti qu'elle. A travers son engagement en faveur de la défense du droit des femmes, elle noue des relations avec des organisations étrangères, participe à des rencontres internationales et, après la quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes à Pékin en 1995, à la création du *Collectif 95 Maghreb égalité*, réseau maghrébin d'associations de femmes. Suite au soutien apporté par le PPS à la réforme constitutionnelle de 1996 et à sa décision de participer à la future coalition gouvernementale, Atiqa rompt avec le parti en 1997, trouvant désormais que « *c'est plus constructif dans l'associatif* ». Ayant pris ses

distances avec l'engagement partisan, elle se retrouve exclusivement investie dans l'associatif. L'ADFM est par ailleurs une des premières associations marocaines à bénéficier de financements internationaux, notamment de la Fondation Ford ou du *National Endowment for Democracy* dès 1994.

« Nous sommes présentes de façon très forte pour la cause des femmes à l'échelle du Maghreb dans un collectif. Il y a un travail qui se fait depuis 1991. Et donc, on est connecté à des organisations de femmes dans la région du Maghreb et également du Moyen-Orient. Pour ce qui est du forum social, il faut dire que la question du mouvement associatif, du tissu du développement démocratique, ça m'a pas mal occupée pendant toute la création de l'espace associatif, le montage, toute la prospection que l'on avait à faire pendant des années dans toutes les régions du Maroc pour savoir ce que font les associations, dans toutes les associations du Maroc, les dynamiques au niveau local. Et donc, le fait d'aller à Porto Alegre et de rencontrer tous ces mouvements-là, c'est quelque chose qui m'a beaucoup intéressée et surtout à continuer à encourager les associations qui, au niveau local, s'inscrivent dans cette dynamique mondiale. C'est vrai que c'est la présence à Porto Alegre qui a poussé. »

Atiqa fait partie des premiers militants associatifs marocains à acquérir une expérience de l'international, à se familiariser avec les discours en vogue et à s'initier aux arcanes des financements internationaux. Outre la défense du droit des femmes, elle participe activement aux réflexions sur l'action associative au Maroc qui correspondent à des usages de discours et de pratiques internationales dont les processus d'appropriation sont indissociables des trajectoires militantes et du rapport à l'extraversion des agents. Sa participation au Forum social mondial est très liée aux relations nouées avec l'organisation canadienne *Alternatives* et avec ce qu'elle nomme avec le sourire « *une espèce d'international gaucho* ». Mais sa projection dans des espaces internationaux est tout sauf déconnectée des enjeux nationaux, car c'est bien dans la dynamique du mouvement associatif marocain qu'elle puise les ressources nécessaires pour s'investir dans l'international et que se trouvent les fondements de son intérêt pour les questionnements en jeu à Porto Alegre.

Universitaires, militants d'ATTAC, anciens prisonniers politiques reconvertis dans l'associatif, militantes féministes, hauts fonctionnaires investis dans des activités philanthropiques, jeunes salariés d'une association de développement rural, militants bénévoles, mais aussi salariés d'associations, les participants marocains au Forum social mondial forment une nébuleuse d'acteurs extrêmement hétérogène. Ils partagent bon nombre de caractéristiques avec leurs homologues du Nord<sup>27</sup> : rapport à l'extraversion lié à des expériences pra-

27. Pour une comparaison avec les participants au deuxième Forum social européen, voir Gobille B., « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, n°27, avril-juin 2005, pp. 131-145.

tiques de l'international, fort capital social et culturel – tous sont en effet diplômés de l'enseignement supérieur dans un pays où l'analphabétisme demeure très élevé. Si une majorité d'entre eux est issue ou liée aux organisations politiques de gauche, tous se caractérisent néanmoins par une distance, voire une hostilité vis-à-vis des organisations politiques traditionnelles. Ce rapport particulier au politique est à mettre en relation tant avec les trajectoires sociales et professionnelles qu'avec les transformations du champ des possibles militants au Maroc depuis une douzaine d'années. La diversité de ces trajectoires met au jour des processus d'acquisition de ressources internationales à la fois distincts de ceux qui caractérisent les élites internationales et très diversifiés <sup>28</sup>.

Les organisations du Nord jouent un rôle non négligeable dans la participation des Marocains au Forum social mondial en leur fournissant une aide financière et un accès à leurs réseaux de relations à l'international. Elles constituent, à ce titre, des intermédiaires incontournables soulignant les rapports de force entre pays ainsi que la position périphérique du Maroc. Si la réactivation de relations militantes transnationales constitue une des conditions de la présence marocaine à Porto Alegre, les mouvements confessionnels de solidarité internationale, mis en évidence dans le cas de l'altermondialisme français <sup>29</sup>, jouent également un rôle d'intermédiation loin d'être négligeable au Maroc.

L'altermondialisme marocain représente un espace de reconversion stratégique dans les luttes au sein du champ des organisations politiques de gauche. Il est lié, par certains aspects, aux possibilités de débouchés professionnels offertes par la spécialisation et la professionnalisation de l'action associative. Dans les espaces internationaux ici considérés, une thématique comme le genre semble particulièrement valorisée, favorisant l'accumulation de capital dans certaines carrières militantes.

Les Marocains dont nous parlons dans cet article, qui s'investissent dans des actions collectives transnationales et se projettent ainsi hors de leur pays, ne sont pas pour autant coupés de toute attache nationale. Si, dans leurs trajectoires passées, la migration a joué un rôle important dans l'acquisition pratique d'une expérience de l'international, ces militants n'en demeurent pas moins enracinés au Maroc. A l'opposé des « *migrants entrepreneurs commerciaux transfrontaliers originaires des pays pauvres* », dont Alain Tarius nous dit qu'ils réinventent des formes d'appartenance au territoire <sup>30</sup>, les agents ici étudiés ont un fort ancrage national. Fonctionnaires pour un nombre important d'entre eux, ils sont liés à l'Etat-nation. Par ailleurs, fortement investis dans les jeux et les luttes

28 . Sur ce point, voir les travaux déjà mentionnés d'Anne-Catherine Wagner.

29 . Agrikoliansky E, Fillieule O., Mayer N., *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

30 . Tarius A., « Au-delà des Etats-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2, 2001, pp. 37-61.

de la politique marocaine, ils ne sont en aucun cas éloignés des causes et mobilisations nationales, voire locales. Sur ce point, ils ressemblent aux publics des Forum sociaux européens décrits comme des « *cosmopolites enracinés* <sup>31</sup> ».

Au Maroc, le label ATTAC fait l'objet de multiples usages. Pour certains, la « philosophie » de l'organisation est indissociable d'un rapport à l'extraversion et implique nécessairement de se projeter hors du Maroc et de relier les enjeux locaux à des problématiques qui dépassent le seul cadre national. D'autres au contraire ne mettent pas la participation à des actions collectives transnationales au premier rang de leurs priorités, considérant que les enjeux sont avant tout nationaux. Ces appropriations différenciées renvoient à la concurrence et aux luttes entre les militants d'extrême gauche. Ces différentes prises de position peuvent être rapportées à l'inégale répartition des ressources internationales. Au-delà d'ATTAC, les usages de l'altermondialisme au Maroc sont également à replacer dans le contexte d'émergence d'un phénomène associatif et de luttes qu'il suscite. Participer à des actions collectives transnationales représente une stratégie d'internationalisation et donne accès à des ressources internationales utiles dans la concurrence qui se joue entre associations au niveau national. Loin de s'opposer, le national et l'international sont étroitement imbriqués. D'un côté, les stratégies d'internationalisation renvoient à la concurrence entre associations au niveau national et, de l'autre, l'accès à l'international s'appuie sur des ressources et des positions nationales.

Au final, la faible présence des Marocains dans les forums sociaux mondiaux et autres rassemblements altermondialistes peut s'expliquer par les contraintes (matérielles, politiques, linguistiques) qui pèsent sur leur participation. Au-delà des ressources individuelles nécessaires pour investir des espaces internationaux, le contexte politique marocain et l'histoire de l'extrême gauche pèsent également sur l'importation de l'altermondialisme. Les pratiques militantes qui, durablement marquées par des années de clandestinité et de répression, privilégient le cloisonnement, la discipline, la hiérarchie, sont en contradiction avec les modes de fonctionnement considérés comme légitimes au sein du mouvement altermondialiste. Si la traduction entraîne la circulation des textes décontextualisés, bien au-delà de la langue, l'internationalisation de l'altermondialisme pose le problème de l'importation de discours et de pratiques sans les contextes dans lesquels ils ont été produits.

---

31 . Gobbille B., Uysal A., « Cosmopolites enracinés », in Agrikoliansky E., Sommier I. (dirs.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005, pp. 105-126.